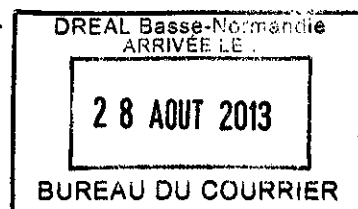


REÇU LE 29 AOÛT 2013



**PREFET DU CALVADOS**

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE BASSE-NORMANDIE  
UNITÉ TERRITORIALE DU CALVADOS**

FV/CL - 2013 - B 557

U.T. du 14				
	Visa	Cist	Suivi	Gidc
HS				
EP	9			
ET				
CA	2			
AD				
LC	2			
DC	2			
Prét.	Copie	Cist	Suiv	

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**

**SOCIÉTÉ PBM IMPORT**

**COMMUNE de MOULT**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BASSE NORMANDIE,  
PRÉFET DU CALVADOS,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

*F. U. (SRTN)*

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 février 1998 pour l'exploitation d'installations de stockage et de traitement du bois concernant notamment la rubrique 2410 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 2 août 2013 établis suite à la visite d'inspection du 25 juillet 2013 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection en date du 25 juillet 2013, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de la réalisation de l'analyse du risque foudre prévue à l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PBM IMPORT de respecter les dispositions de l'article afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Calvados.

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La société PBM IMPORT, exploitant des installations de stockage et de traitement du bois, est mise en demeure de :

**respecter les dispositions suivantes de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :**

*« Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles 211-1 et 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.*

*L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.*

*Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.*

*Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. »*

en réalisant l'analyse du risque foudre et ce, **sous 3 mois**.

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le responsable du site. Ce délai commence à courir du jour où la décision a été notifiée. Une contribution pour l'aide juridique de 35 € est due pour la partie qui introduit une instance devant les juridictions. A défaut de s'acquitter de cette contribution ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, la requête ainsi introduite devant le tribunal administratif peut être rejetée d'office sans demande de régularisation préalable.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à la Société PBM IMPORT – Route de Saint Pierre sur Dives-14370 Moulit.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados, le Maire de MOULT, ainsi que la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**23 AOUT 2013**

FAIT à CAEN, le

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

  
Jean-Bernard BOBIN

Monsieur le Maire de Moulit

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie ;

Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale du Calvados.